

Avez-vous du lait?... Protéger l'approvisionnement en produits laitiers du Canada

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Lors des négociations commerciales de 2018 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, le premier ministre Justin Trudeau et sa ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, ont échangé les intérêts des producteurs laitiers canadiens et des consommateurs qui ont besoin de leurs produits contre des décisions infructueuses mettant l'accent sur les questions de genre. En tant que chef du Parti de l'héritage chrétien du Canada, je veux que les Canadiens sachent que nous soutenons nos producteurs laitiers. Nous voulons qu'ils réussissent et défendront notre chaîne d'approvisionnement alimentaire canadienne.

L'accord commercial ACEUM (Accord commercial États-Unis-Mexique-Canada),¹ qui n'a pas encore été ratifié aux États-Unis, est un exemple parfait de tout ce qui ne va pas avec notre gouvernement libéral actuel. Le Premier ministre a montré son penchant pour la dérive avec ses politiques sociales « progressistes » en insistant sur l'inclusion d'un langage qui favorise l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans ce qui aurait dû être une discussion mature sur le commerce équitable. Ce libellé ne figure nulle part dans la Charte canadienne des droits et libertés et ne fait certainement pas partie de nos accords commerciaux internationaux. C'est ainsi qu'il affaiblit notre position sur des choses qui importent vraiment, comme la protection de notre capacité à produire nos propres aliments de haute qualité.

M. Trump, d'autre part, s'est rendu à la table des négociations avec trois objectifs à l'esprit : les intérêts des agriculteurs américains, les entreprises américaines et l'économie américaine. En tant que président des États-Unis, c'est son travail. Pourquoi notre Premier ministre ne pourrait-il pas faire la même chose pour les intérêts canadiens? Au cours des négociations, M. Trump s'est plaint des droits de douane imposés par le Canada sur les produits laitiers américains et a ouvert la voie à plus d'accès pour les producteurs américains. Bien entendu, cela réduit le volume de la demande de produits canadiens. Au lieu de protéger nos producteurs laitiers, notre Premier ministre a pathétiquement exigé l'inclusion du langage lié au sexe dans l'ACEUM.

À l'époque, de nombreux problèmes liés au système de gestion de l'offre du Canada pour les produits laitiers, les œufs et la volaille ont été grossièrement déformés, laissant aux téléspectateurs l'idée erronée que les producteurs laitiers canadiens arnaquent les consommateurs. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Cependant, certains hommes politiques s'en sont emparés, notamment Maxime Bernier, chef du PPC (Parti populaire). En comparant les pommes avec les oranges et les producteurs laitiers avec les monopoles des entreprises, il semble vouloir opposer les consommateurs aux producteurs dont nous dépendons tous pour des produits alimentaires de haute qualité.

Ne vous y trompez pas : les produits laitiers canadiens ont des coûts de production plus élevés que les produits laitiers américains, mais ils sont également soumis à des normes plus strictes. La réglementation canadienne en matière de produits laitiers impose des restrictions plus strictes à l'égard des antibiotiques dans l'approvisionnement en produits laitiers et, contrairement à leurs homologues américains, n'autorise

aucune hormone artificielle comme la BST. Les normes laitières canadiennes limitent le nombre de cellules somatiques à des niveaux beaucoup plus bas qu'aux États-Unis. Pour améliorer et maintenir une qualité constante, les producteurs laitiers canadiens participent également à un programme complet appelé ProAction.² Une fois pleinement mis en œuvre, ProAction suivra cinq piliers de performance mesurables : qualité du lait, sécurité alimentaire, protection des animaux et traçabilité du bétail, biosécurité et durabilité environnementale. Les producteurs laitiers américains n'ont rien de comparable à cela.

Les coûts de production au Canada sont également affectés par des saisons de croissance plus courtes, des coûts de transport plus élevés pour les intrants et les produits finis, ainsi que par la différence entre les valeurs en dollars américains et en dollars canadiens. En outre, certaines subventions cachées des États-Unis donnent aux producteurs situés au sud de la frontière des avantages injustes qui ne sont pas facilement visibles dans les épiceries. J'ai eu moins de possibilités d'enquêter sur les œufs et la volaille, mais je présume que les mêmes principes et conditions prévalent. Il convient de noter que le système canadien freine l'offre excédentaire afin de maintenir une disponibilité et un prix des produits uniformes. Dans le système américain non réglementé, de nombreuses fermes laitières font faillite et les suicides parmi les agriculteurs en faillite sont devenus une réalité alarmante. Cela ne doit pas arriver ici.

Nous ne pouvons tout simplement pas ouvrir la frontière aux importations sans restriction de produits laitiers américains... non sans perdre notre industrie laitière entièrement. L'État du Wisconsin produit plus de lait que l'ensemble du Canada³ et les agriculteurs là-bas n'auraient aucun souci à conduire les agriculteurs canadiens au chômage. Le système actuel de gestion des quotas et des stocks du Canada pourrait nécessiter un examen. Certains aspects devraient être améliorés, tels que la facilitation de l'entrée de jeunes producteurs laitiers potentiels dans le système (un effort est déjà en cours dans certaines provinces). Mais demander simplement que la gestion de l'offre soit abandonnée, comme le fait M. Bernier, est irresponsable. Nous partageons sa conviction des marchés libres, de l'esprit d'entreprise et de l'initiative individuelle. Mais nous croyons également à la protection de l'approvisionnement alimentaire du Canada, à la protection de l'institution de la ferme familiale et à la protection de notre souveraineté en tant que nation.

Le président Trump n'a pas peur d'utiliser les droits de douane pour atteindre les objectifs économiques des États-Unis. Le Canada doit également être disposé à les utiliser, au besoin, pour protéger notre capacité de nous nourrir. Les négociations commerciales bâclées ne sont qu'un des aspects de l'incapacité du gouvernement actuel à protéger les intérêts canadiens. Les candidats du Parti de l'héritage chrétien à travers le pays offrent aux électeurs une occasion de ramener la politique dans la bonne direction. Soutenons nos agriculteurs et assurons un accès continu à des aliments de grande qualité produits au Canada par des Canadiens.

Notes de bas de page

¹ www.cglcc.ca/united-states-mexico-canada-agreement-usmca/

² www.milk.org/Corporate/proAction/proActionMain.aspx

³ www.latimes.com/business/la-fi-dairy-canada-20180612-story.html

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Ce Communiqué peut être copié